Planning Familial

http://www.planning-familial.org/actualites-internationales

Présentation de l'association

Le Planning Familial œuvre pour la reconnaissance des droits en matière de sexualité et de reproduction (droit à la contraception, à l'avortement, à l'éducation à la sexualité..). Il dénonce et combat les violences à l'encontre des femmes et l'homophobie, il lutte contre toutes les formes de discrimination et d'oppression. Il est engagé dans la lutte contre le VIH/SIDA/IST et l'accompagnement des femmes séropositives.

Secteur d'activité :	Santé
Nombre de projets en cours : Evolution	1 Stable
Part de la santé dans les projets en cours :	1
Nombre de projets en cours portant exclusivement sur la santé des femmes (ou une de ses composantes) : Evolution	1 Stable
Nombre de projets de santé en cours ayant 1 composante ou plus sur la santé des femmes :	0

Prise en compte de la Santé des femmes (ou 1 de ses composantes) par l'association

Description

Approche globale de la santé en matière de sexualité et de reproduction, qui associe étroitement réduction des risques sexuels et accès aux droits

Depuis : programme développé dans un premier temps en France à partir de 1998 en partenariat avec la Direction Générale de la Santé, puis en Afrique à partir de 2003.

Raisons ayant motivé ce choix:

La lutte contre le VIH/SIDA a été le point de départ de la réflexion. Les constats suivants avaient alors été faits :

- peu ou pas de prévention spécifiquement destinée aux femmes dans un contexte de féminisation de l'épidémie
- les femmes, de par leur statut et les inégalités liées à leur sexe sont particulièrement vulnérables au VIH/SIDA
- les acteurs de lutte contre le VIH/SIDA d'une part, et de la santé sexuelle et reproductive (planification familiale...) d'autre part agissent de manière complètement séparée, sans interagir et sans intégrer ces 2 champs (approche verticale). Or la transmission par voie sexuelle est importante, en particulier en Afrique.

Principes fondateurs:

- droits fondamentaux en matière de sexualité et de reproduction ;

Fiche projet

- égalité des sexes et lutte contre les stéréotypes de genre
- droit des femmes et lutte contre les violences faites aux femmes
- lier les questions de santé et de droits

Approche méthodologique: aborder de façon globale les risques sexuels (prévention du VIH-Sida et des IST, des grossesses non désirées, des violences sexuelles ...), intégrer les questions de lutte contre les IST/VIH/SIDA aux programmes de planification familiale en lien avec la question du statut et des droits des femmes et des rapports hommes/femmes.

Prise en compte de la dimension du genre dans les projets de santé : intégration des inégalités de genre dans les programmes de prévention du VIH-Sida et de prévention des grossesses non désirées, lutte contre les stéréotypes de genre qui renforcent les inégalités femme/homme et les violences ; renforcement du statut des femmes comme condition nécessaire à l'amélioration de leur santé

Axes d'intervention: Prévention à travers des groupes de parole. Ce sont principalement des groupes de femmes mais des groupes mixtes et des groupes d'hommes sont actuellement expérimentés dans le programme international.

Cette approche a d'abord été mise en œuvre en France puis a été développé dans des programmes de coopération à l'international depuis 2003 (v.

description page suivante).

Personne(s) référente (si applicable) :

Dominique Audouze Chargée de Mission international

dominique.audouze@planning-familial.org

01 48 07 80 79

Projets

Projets en cours portant intégralement sur la santé des femmes (ou une de ses composantes)

Santé sexuelle et reproductive / Lutte VIH/SIDA / Lutte contre les violences liées au genre

NB: le projet en cours est la 3^{ème} étape (phase de consolidation) d'un programme initié à l'international en 2003.

Nombre de projets& Régions d'intervention : 1 projet en Afrique (Burkina, Cameroun, Madagascar).

Budget & Donneur(s) 990 000€ sur 3 ans, AFD, Mairie de Paris, Fondation de France

Opérationnel / Plaidoyer

<u>Opérationnel</u>: Contribuer, via le soutien aux associations locales, à l'appropriation par les populations locales de leurs droits fondamentaux en matière de sexualité, de reproduction et d'égalité des sexes dans une optique d'amélioration de leur santé et de promotion de l'égalité hommes-femmes. NB : Cette composante représente la majorité des activités.

<u>Plaidoyer</u>: auprès des acteurs institutionnels, des acteurs de santé et des leaders communautaires pour la promotion d'une approche globale de la prévention, de la santé sexuelle, la lutte VIH/SIDA et la lutte contre les violences.

Principaux partenaires: ONGs locales de santé (Vih-Sida, planification familiale...), d'éducation et de droits de femmes; Associations communautaires locales; Ministères nationaux; CNLS; ONUSIDA; FNUAP; OMS;

Description de l'/des approche(s) adoptées

Objectif: Promotion des droits fondamentaux en matière de santé sexuelle et de la reproduction; Prévention des risques sexuels; Maîtrise de la fécondité. La structure du programme international est basée sur celle du programme de réduction des risques sexuels développé en France, mais les associations partenaires sont libres d'affiner et d'adapter leur stratégie et les thématiques qu'elles traitent en fonction du contexte local. Aussi le programme n'a pas les mêmes composantes d'un lieu d'intervention à l'autre.

Activités:

- Formation des partenaires locaux intervenant auprès des femmes/filles et, depuis 2011, des hommes (élément principal du programme): formation de formatrices locales par Le Planning Familial, formations d'animatrices et animateurs de prévention par les formatrices locales; création d'outil d'animation et de prévention. Les animatrices organisent des actions de prévention sous la forme de groupes de parole (6 séances par groupe de 10 à 15 personnes) sur une liste de thématiques adaptées aux demandes et au contexte locaux (IST/VIH/SIDA, planification familiale, lutte contre les violences dans le couple, lutte contre l'excision et les mariages forcés, anatomie, suivi gynécologique). Ces groupes de parole ont vocation à être un espace d'échange et à renforcer l'estime de soi des participant(e)s.
- Encourager les échanges et les coopérations entre les partenaires: les membres des associations partenaires participants au programme se rencontrent régulièrement. Elles sont encouragées à recourir, lors de certains groupes de parole, à des intervenants d'autres associations partenaires ayant une expertise sur la thématique traitée ce jour-là. Elles sont également encouragés à orienter les participants aux groupes de parole vers les services de santé publics et ou ceux proposés par les autres associations, et à formaliser des liens avec ces centres pour favoriser le référencement.
- Action de plaidoyer auprès des leaders communautaires et des acteurs politiques nationaux et internationaux afin de promouvoir une approche globale de la santé sexuelle et reproductive. La traduction concrète des objectifs de plaidoyer varie d'une association à l'autre et d'un pays à l'autre. Au niveau communautaire, les animatrices rencontre les leaders communautaires de leur zone d'intervention afin de les associer au travail de prévention et de sensibilisation. Au Burkina Faso, 1 association partenaire a aussi développé une formation spécifiquement sur les droits des femmes, destinée aux leaders communautaires et religieux. Au niveau national, le programme va mettre en place des comités de pilotage incluant des représentants des autorités et des organisations internationales afin de valoriser l'approche globale de prévention et d'encourager les autorités à reprendre cette méthodologie d'intervention. Au Burkina, les associations partenaires ont aussi rejoint un groupe de travail faisant du plaidoyer sur la santé maternelle.

<u>Cibles</u>: Femmes en âge de procréer et jeunes filles concernées par le VIH ou ayant des difficultés d'accès à la prévention et aux soins; Hommes et garçons vivant dans les mêmes communautés

Fiche projet

Problèmes rencontrés

- Difficultés de parler d'un sujet tabou comme la sexualité et de faire évoluer les représentations sur ce qu'est un homme, une femme, et sur les rapports H/F
- Difficulté liée à la composition des groupes : hétérogénéité (niveau d'instruction ; âge...), difficulté de faire des groupes mixtes hommes/femmes pour un public adulte
- Résistance de certains maris à ce que leurs femmes participent à ces groupes qui « inciteraient au marivaudage »
- Difficulté pour des femmes en situation de pauvreté de se libérer régulièrement pour y participer. Certains partenaires ont donc développé des activités complémentaires (type génératrices de revenu ou compensations non-financières) afin de favoriser la participation des femmes
- Madagascar : le programme a du être interrompu dans le passé du fait de contraintes financières et du contexte difficile. Il a repris depuis.
- Burkina Faso : les associations partenaires n'ont pas la capacité de répondre à toutes les demandes
- Cameroun : difficulté de recruter des participantes aux groupes de parole car elles demandent une compensation financière

Points forts

- L'approche et le programme suscitent l'intérêt d'autres partenaires, y compris dans d'autres pays
- Les enquêtes ont montré une nette amélioration des connaissances des femmes en matière de santé sexuelle et de prévention (connaissance et utilisation des préservatifs féminin et masculin) après leur participation aux groupes de parole
- Les groupes de parole ont amené les femmes de certaines zones à s'auto-organiser, afin de créer des activités ou des services qui répondent à leurs besoins
- Suite à la coopération avec le Planning familial sur les outils de prévention, certaines associations ont développé leurs propres outils, adaptés aux spécificités culturelles de leurs communautés.
- Le travail sur les outils de prévention et la formation contribuent à renforcer les associations partenaires et le statut des animatrices/formatrices au sein de leurs associations respectives et de leurs communautés.
- Les animatrices deviennent des personnes ressources en matière de santé dans leurs communautés
- Madagascar et Burkina: Certains chefs communautaires sont devenus les porte-voix de la prévention des violences liées au genre

Points faibles

- La prévention des violences (notamment des violences domestiques) est à retravailler (niveau d'acceptabilité des violences ; réaction face aux violences), y compris avec les formatrices. Cependant, cette intervention est limitée par le manque de structures pouvant accompagner les femmes victimes de violence.
- Le travail sur les stéréotypes de genre et les représentations est à renforcer auprès des formatrices et animatrices (prévu dans le projet en cours)
- Mieux ancrer l'action dans les priorités des politiques publiques de santé (prévu dans le projet en cours)
- Améliorer le référencement des bénéficiaires des actions de prévention vers les services de santé (prévu dans le projet en cours)

Enseignements/Recommandations

- Favoriser une approche globale de la santé sexuelle et reproductive incluant la lutte contre les violences, les inégalités, la reconnaissance des droits
- Intégrer les hommes, les partenaires dans le suivi en santé sexuelle et dans les choix en matière de vie affective
- Intégrer les associations partenaires tout au long du projet afin de bénéficier de leur connaissance du terrain et d'assurer leur engagement dans le projet
- Coupler les groupes de parole à des activités génératrices de revenu (via des partenariats avec d'autres associations) afin d'encourager la participation des femmes
- Construire une action de prévention dans la durée
- Former des personnes relais parmi les bénéficiaires des actions de prévention afin de renforcer les dynamiques de démultiplication/diffusion

Personne(s) Référente(s) : Dominique Audouze

Documentation existante sur le projet

- Fiche de communication AFD
- Brochure de capitalisation et présentation synthétique des programmes 2007-2010 et 2011-2014 : http://www.planning-familial.org/articles/le-programme-de-cooperation-du-planning-familial-au-burkina-faso-cameroun-et-madagascar-002

Fiche projet

Commentaires/Informations supplémentaires :

Le Planning familial compte se retirer de ses 3 pays d'intervention après 2014 (fin de la phase en cours) mais prévoit que les associations partenaires continuent leur travail et espère que les autorités pourront également prendre le relai afin d'étendre cette approche.

Le Planning familial envisage de mettre en place ce type de programme dans d'autres pays (d'autres associations ayant manifesté leur intérêt) mais en y développant un triple partenariat (Planning familial/Associations du Burkina Faso, Cameroun, Madagascar/Associations du nouveaux pays).